

Résultats semestriels 2014 en hausse

Bonne performance opérationnelle

Objectifs 2014 et vision 2018 confirmés

- **EBITDA** : 9,6 Mds€, +3,1% dont 2,8% de croissance organique
- **EBITDA hors Edison** : 9,2 Mds€, +5,6% dont 5,3% de croissance organique
- **Résultat net courant** : 3,2 Mds€, +2,8%
- **Résultat net part du Groupe** : 3,1 Mds€, +8,3%
- **Production nucléaire en hausse** : France +1,6 TWh, Royaume-Uni + 2,0 TWh
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : 1,9x contre 2,1x au 31 décembre 2013

- **Finalisation de la transaction Dalkia**

Confirmation des objectifs financiers

- **Objectifs 2014 Groupe**

Ces objectifs, conformes à ceux annoncés le 13 février 2014, ne tiennent pas compte de l'impact du rattrapage tarifaire 2012

 - **EBITDA Groupe hors Edison** : croissance organique d'au moins 3%
 - **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
 - **Taux de distribution du résultat net courant post hybride¹** : 55% à 65%
- **Amélioration de l'objectif 2014 Edison**
 - **EBITDA Edison** : supérieur à 600 M€ avant effet des renégociations de contrats gaz
- **Vision 2018**
 - **Cash-flow après dividendes²** : positif en 2018

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 30 juillet 2014 sous la présidence d'Henri Proglio, a arrêté les comptes consolidés résumés du semestre clos le 30 juin 2014.

Henri Proglio, Président-Directeur Général d'EDF a déclaré :

« *Des progressions significatives pour EDF ce semestre avec :*

- *de bons résultats ;*
- *une production nucléaire en hausse, en France et en Grande-Bretagne ;*
- *une discipline financière rigoureuse avec une baisse de nos coûts de 1,8% en France ;*
- *la structure financière du Groupe encore renforcée avec un ratio d'endettement inférieur à 2x.*

Cette bonne performance est la preuve de notre capacité à répondre à deux impératifs indissociables : satisfaire les intérêts de nos actionnaires, et accomplir avec détermination notre mission de service public. Elle justifie la confiance dans l'avenir du Groupe. »

¹ Résultat Net Courant ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

² Hors Linky

Évolution des résultats semestriels du groupe EDF

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation vs retraité 2013 (%)	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	37 552	36 125	-3,8	-4,2
EBITDA hors Edison	8 704	9 189	+5,6	+5,3
EBITDA	9 316	9 608	+3,1	+2,8
EBIT	5 647	5 875	+4,0	
Résultat net part du Groupe	2 877	3 117	+8,3	
Résultat net courant	3 068	3 153	+2,8	

***Données retraitées** : dans les comptes consolidés du premier semestre 2014, les données relatives au premier semestre 2013 ont été retraitées de l'application rétroactive des normes IFRS 10 et 11.

Le Groupe continue d'afficher des résultats solides pour ce premier semestre 2014, soutenus par la bonne performance opérationnelle et la baisse des dépenses d'exploitation.

L'EBITDA s'élève à 9 608 millions d'euros, en croissance organique de 2,8% par rapport au premier semestre 2013 en dépit d'un chiffre d'affaires en baisse, affecté par les conditions météorologiques défavorables du premier trimestre. Sur le périmètre Groupe hors Edison, l'EBITDA ressort en hausse organique de 5,3% à 9 189 millions d'euros.

Cette croissance est notamment portée par la France (en hausse organique de 5,9%) qui bénéficie en particulier de la progression de la production nucléaire et des mises en service de nouvelles unités dans les activités insulaires. Elle s'explique également par la progression de l'EBITDA au Royaume-Uni, en hausse organique de 9,3%, en particulier grâce à la bonne performance du parc nucléaire. Enfin, les efforts continus de maîtrise des coûts d'exploitation, en baisse organique de 0,8% par rapport à 2013, participent à la progression de l'EBITDA du Groupe.

En Italie, hors effet des renégociations des contrats gaz, l'EBITDA enregistre une hausse organique de 30,4%. En prenant en compte l'impact très favorable au premier semestre 2013 des renégociations et arbitrages sur les contrats gaz d'Edison, sans équivalent en 2014, l'EBITDA affiche une baisse organique de 31,2%.

Le segment Autre International, avec un EBITDA en baisse organique de 17,8%, continue d'être pénalisé par les conditions économiques et réglementaires défavorables en Belgique et en Pologne.

L'EBITDA du segment Autres activités, en hausse organique de 6,8%, reflète la bonne performance opérationnelle d'EDF Énergies Nouvelles.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 3 117 millions d'euros, en hausse de 8,3% sous l'effet notamment d'une amélioration de 19,2% du résultat financier qui bénéficie de la bonne performance du portefeuille financier des actifs dédiés. Après retraitement des éléments non récurrents (-36 millions d'euros contre -191 millions d'euros au premier semestre 2013), le résultat net courant progresse de 2,8% à 3 153 millions d'euros.

Au premier semestre 2014, l'effort d'investissement du Groupe se poursuit à 5 615 millions d'euros, dont 79% dans la maintenance et le développement du parc de production et des réseaux en France. La baisse de 11,3% des investissements nets par rapport à 2013 reflète l'augmentation du volume de cessions de l'activité Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS) d'EDF Énergies Nouvelles du fait d'un calendrier particulièrement soutenu sur le

premier semestre 2014. Pour 2014, EDF vise toujours un montant d'investissements nets compris dans une fourchette de 13 à 13,5 milliards d'euros.

Poursuite du renforcement de la structure financière

	31/12/2013 ³	30/06/2014
Endettement financier net (<i>en milliards d'euros</i>)	33,4	30,6
Endettement financier net / EBITDA ⁴	2,1x	1,9x

L'endettement financier net s'élève à 30,6 milliards d'euros, en baisse de 2,8 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2013. La maturité moyenne de la dette s'établit à 12,4 ans et le coupon moyen à 3,51% au 30 juin 2014. Après remboursement de l'emprunt aux particuliers contracté en 2009 qui arrivait à échéance le 17 juillet 2014, la maturité est allongée à 13,2 ans et le coupon moyen réduit à 3,46%.

Le Groupe a généré 7 068 millions d'euros de cash-flow opérationnel, qui ont permis de couvrir les investissements nets ainsi que l'augmentation du besoin en fonds de roulement. Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement s'améliore fortement, passant de -2 727 millions d'euros au premier semestre 2013 à -829 millions d'euros pour le premier semestre 2014. Cette évolution positive s'explique notamment par une diminution des créances clients en France principalement liée à l'effet climat. Ainsi, le cash-flow après investissements nets atteint 624 millions d'euros, en forte hausse par rapport au premier semestre 2013 (-1 353 millions d'euros). Le cash-flow après dividendes s'établit à -877 millions d'euros contre +1 018 millions d'euros au premier semestre 2013 qui avait bénéficié du retrait d'actifs dédiés (+2 376 millions d'euros) et du paiement du solde du dividende 2012 au second semestre 2013.

Avec la nouvelle émission réalisée en janvier 2014, le programme d'émissions hybrides⁵ atteint maintenant un montant de 10,1 milliards d'euros, proche du montant des capitaux employés par les projets industriels du Groupe au cycle de construction long et qui ne contribuent pas encore à l'EBITDA. Le ratio d'endettement financier net / EBITDA s'élève à 1,9x au 30 juin 2014, en amélioration par rapport au 31 décembre 2013, et en-dessous de la fourchette de 2x à 2,5x que s'est fixée le Groupe.

³ Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11

⁴ Le ratio au 30 juin 2014 est calculé sur la base du cumul de l'EBITDA du second semestre 2013 et du premier semestre 2014, avec numérateur et dénominateur à périmètre comparable

⁵ Conformément à la norme IAS 32 "Instruments financiers – Présentation", les emprunts hybrides émis en janvier 2013 et janvier 2014 sont comptabilisés en capitaux propres

Dalkia

Le 25 juillet 2014, EDF et Veolia Environnement ont annoncé la finalisation de l'accord relatif à leur filiale commune Dalkia, suite à l'approbation des autorités de concurrence compétentes. Dans le cadre de cette opération, l'intégralité des activités du groupe Dalkia en France (y compris Citelum) rejoignent le périmètre des activités services du groupe EDF, offrant de nouvelles perspectives de développement dans le domaine des services énergétiques, en France mais aussi à l'international, en lui conférant les savoir-faire et la taille critique nécessaires pour répondre aux nouveaux besoins de ses clients dans ce domaine.

Aux termes de la transaction, EDF a reçu un montant net de 655 millions d'euros afin de compenser le différentiel de valeur entre les participations détenues respectivement par les deux actionnaires dans les différentes entités de Dalkia. Ce versement, prévu initialement pour 550 millions d'euros, a été ajusté pour prendre en compte la situation financière nette des activités transférées. Sur le premier semestre 2014, la performance des activités du groupe Dalkia en France est en ligne avec le budget ayant servi de base à la valorisation de la transaction à l'automne 2013.

Dalkia France sera consolidé dans les comptes du groupe EDF à compter du 25 juillet 2014, date de clôture de l'opération. A cette même date, l'endettement financier net du Groupe devrait être réduit d'environ 0,2 milliard d'euros.

Perspectives 2014 et vision 2018

Avec une performance industrielle et financière solide ainsi qu'une maîtrise des dépenses d'exploitation renforcée sur ce premier semestre, EDF confirme les objectifs financiers Groupe pour 2014, tels qu'annoncés le 13 février 2014 et qui ne tiennent pas compte de l'impact de la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 :

- **EBITDA Groupe hors Edison** : croissance organique d'au moins 3%
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant post hybride⁶** : 55% à 65%

L'objectif d'EBITDA Edison pour 2014 est par ailleurs amélioré :

- **EBITDA Edison** : supérieur à 600 millions d'euros en 2014 avant effet des renégociations de contrats gaz

Edison maintient par ailleurs son ambition d'un EBITDA récurrent de 1 milliard d'euros.

Le Groupe renouvelle également son ambition d'atteindre un cash-flow après dividendes hors Linky positif en 2018.

⁶ Résultat Net Courant ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

Principaux résultats du Groupe par segment
France : bonne performance opérationnelle, réduction des dépenses d'exploitation

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	21 294	20 352	-4,4
EBITDA	6 473	6 856	+5,9
<i>Dont EBITDA Production et commercialisation (non régulé)</i>	<i>4 284</i>	<i>4 425</i>	<i>+3,3</i>
<i>Dont EBITDA régulé</i>	<i>2 189</i>	<i>2 431</i>	<i>+11,1</i>

* Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 20 352 millions d'euros, en baisse organique de 4,4% par rapport au premier semestre 2013, du fait des conditions climatiques.

L'EBITDA enregistre une croissance organique de 5,9% à 6 856 millions d'euros. La réduction des dépenses d'exploitation à travers l'ensemble des activités en France est un des moteurs de cette croissance, avec une baisse de 1,8% au premier semestre, alors que le Groupe poursuit sa politique active de recrutement.

Dans les activités de production et commercialisation, l'EBITDA s'élève à 4 425 millions d'euros, en croissance organique de 3,3% qui s'explique notamment par une bonne performance de l'outil industriel.

La production nucléaire ressort à 208,8 TWh, en hausse de 1,6 TWh, soit +0,8%, grâce aux actions engagées pour maîtriser les durées d'arrêts programmés. Sur le premier semestre 2014, elles ont permis de réduire de moitié la durée moyenne de prolongation des arrêts par rapport à 2013. Pour 2014, le Groupe confirme l'objectif de production nucléaire compris entre 410 et 415 TWh.

La production hydraulique de 21,8 TWh est au niveau des moyennes historiques, mais affiche une baisse de 13,5% (-3,5 TWh) par rapport au premier semestre 2013 qui avait bénéficié de conditions hydrologiques exceptionnelles.

La hausse des tarifs réglementés de vente du 1^{er} août 2013, ainsi que la progression des ventes sur les marchés de gros – avec une position nette vendeur sur le semestre – contribuent également à ces résultats positifs.

Dans les activités régulées⁷, l'EBITDA s'élève à 2 431 millions d'euros, soit une croissance organique de 11,1%, notamment liée à la progression des activités insulaires qui bénéficient de l'effort d'investissement du Groupe depuis 2009. Au 30 juin 2014, les capacités mises en service correspondent à plus de 70% du programme d'investissement en cours dans la production électrique insulaire à partir de centrales Diesel.

L'EBITDA d'ERDF est en progression de 2,4% à 2 079 millions d'euros. Les impacts négatifs des conditions climatiques sont compensés par la baisse des achats d'électricité associés aux pertes en ligne sur le réseau, par la hausse du TURPE et par la baisse des dépenses d'exploitation.

⁷ Activités de réseau et activités insulaires

Hors de France**Royaume-Uni : bonne performance du parc nucléaire**

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	4 990	5 167	-0,6
EBITDA	1 031	1 174	+9,3

* Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11.

Au Royaume-Uni, le chiffre d'affaires du segment s'élève à 5 167 millions d'euros, en légère baisse (-0,6% en organique) par rapport au premier semestre 2013.

L'EBITDA de 1 174 millions d'euros est en hausse de 13,9%. Retraité des effets de change positifs, l'EBITDA progresse de 9,3% en organique grâce en particulier à la bonne performance du parc nucléaire.

La production nucléaire progresse de 2,0 TWh (soit +6,9%) grâce à une bonne performance d'exploitation et à un programme annuel d'arrêts planifiés sur le premier semestre moins dense que sur la même période de 2013. La production nucléaire britannique du premier semestre 2014 reste toutefois en ligne avec l'ambition de réitérer la bonne performance de l'année 2013.

Le nombre de comptes clients résidentiels (B2C) électricité et gaz d'EDF Energy a progressé de 3,2% pour atteindre 5,6 millions, ce qui a partiellement compensé l'effet climat défavorable sur les ventes de gaz.

**Italie : bonne performance opérationnelle
hors effets du calendrier des renégociations des contrats gaz de 2013**

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	6 392	6 292	-2,1
EBITDA	654	456	-31,2

* Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11.

En **Italie**, le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe est en baisse organique de 2,1% à 6 292 millions d'euros.

L'EBITDA enregistre une hausse organique de 30,4% hors effet des renégociations gaz Edison sur exercices antérieurs⁸. Le segment bénéficie de la bonne performance opérationnelle des activités Électricité d'Edison, sous l'effet de conditions hydrologiques favorables et d'une optimisation du parc de production tirant parti de la flexibilité des centrales thermiques. Cette progression s'explique également par l'amélioration des performances des activités gaz dans un marché pénalisé par un climat doux.

Compte tenu de l'impact très favorable en 2013 de l'arbitrage du contrat algérien d'approvisionnement long terme et de la renégociation du contrat qatari, sans équivalent au premier semestre 2014, l'EBITDA du segment affiche une baisse de 31,2% à 456 millions d'euros. Edison a activé des procédures d'arbitrage sur deux de ses contrats (Russie et Libye) afin de rétablir des marges raisonnables sur le portefeuille de contrats gaz pluriannuels. L'aboutissement de ce processus est attendu pour 2014/2015.

⁸ EBITDA du S1 2013 hors effet des renégociations des contrats gaz Edison sur exercices antérieurs : 345 M€

Autre International : des conditions économiques et climatiques défavorables

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	3 336	2 863	-12,7
EBITDA	377	298	-17,8

* Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11.

Le chiffre d'affaires du segment **Autre International** recule de 12,7% en organique à 2 863 millions d'euros.

L'EBITDA s'élève à 298 millions d'euros, en décroissance organique de 17,8%.

L'EBITDA de la Belgique a subi la baisse des marges des centrales à gaz, associée à une baisse de la consommation d'électricité. Les conditions climatiques ont en outre été défavorables pour les ventes de gaz.

En Pologne, la baisse de l'EBITDA s'explique par le recul des prix sur les marchés de gros d'électricité et la baisse des volumes de chaleur vendus, compensés en partie par une amélioration de la marge sur la production d'énergie verte.

Dans les autres pays (Brésil, Asie, etc.), l'EBITDA progresse grâce notamment à l'amélioration des marges de production d'électricité au Brésil liée à des conditions de marché favorables.

Autres activités : croissance de l'EBITDA soutenue par EDF Énergies Nouvelles

<i>En millions d'euros</i>	S1 2013 retraité*	S1 2014	Variation organique (%)
Chiffre d'affaires	1 540	1 451	-3,1
EBITDA	781	824	+6,8

* Données retraitées de l'impact des normes IFRS 10 et 11.

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** s'élève à 1 451 millions d'euros, en baisse organique de 3,1%.

L'EBITDA est de 824 millions d'euros, en croissance organique de 6,8%.

L'EBITDA d'EDF Énergies Nouvelles a été porté par la progression de l'activité DVAS⁹, particulièrement soutenue sur le premier semestre 2014. Les capacités nettes installées continuent de progresser avec près de 5 GW à fin juin, en hausse de 4,8% par rapport à fin décembre 2013. La production d'électricité croît de près de 10 % par rapport au premier semestre 2013.

EDF Trading, dont l'EBITDA est en retrait de 3,0% en organique, subit l'effet défavorable du climat doux en Europe, en partie compensé par la bonne performance de ses activités aux Etats-Unis.

⁹ Développement-Vente d'Actifs Structurés

Principaux faits marquants postérieurs à la communication du premier trimestre 2014

Adoption en Conseil des ministres du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte

Le 30 juillet 2014, le Conseil des ministres a adopté le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. Ce projet de loi de programmation vise à « réussir la transition énergétique, renforcer l'indépendance énergétique de la France et lutter contre le réchauffement climatique ». Le projet propose des objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de réduction des consommations d'énergie finale et fossile, d'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, et de réduction de la part du nucléaire dans la production électrique. Dans ce cadre, le projet de loi développe une série de plans d'actions en matière de rénovation énergétique des bâtiments, de développement des transports propres et des énergies renouvelables ; il prévoit également une réforme de la gouvernance de la politique énergétique. L'examen du projet de loi par le Parlement est prévu à l'automne 2014.

Délibération de la CRE sur le cadre de régulation du compteur communicant Linky

Suite à la consultation publique ouverte le 30 avril 2014, la délibération de la CRE datée du 17 juillet 2014 portant décision relative au cadre de régulation tarifaire pour le projet Linky a été publiée le 30 juillet 2014 au Journal Officiel. Compte tenu de son caractère exceptionnel – 5 milliards d'euros investis entre 2014 et 2021 avec la pose de 35 millions de compteurs – le projet Linky fera l'objet de conditions tarifaires spécifiques. Ce dispositif tarifaire permettra de sécuriser dans la durée le financement de Linky grâce à une rémunération adaptée aux risques techniques, industriels et financiers propres, et à un cadre tarifaire fixé pour toute la durée du projet. Une régulation incitative favorisera par ailleurs l'atteinte des objectifs de coût, de délai et de performance du projet.

Exeltium

Le 21 juillet 2014, le consortium Exeltium et EDF ont annoncé s'être entendus sur un protocole d'accord pour aménager le contrat de fourniture d'électricité d'Exeltium. Ce protocole prévoit dans un premier temps une baisse du prix payé au fil des livraisons, puis dans un deuxième temps, en compensation, une augmentation de ce prix en fonction de l'évolution du prix de marché de l'électricité. L'ensemble du mécanisme rend ainsi le contrat plus flexible et a été défini de manière à ne pas compromettre son équilibre économique global.

Accord de fourniture de GNL entre EDF et Cheniere

Cheniere Energy Inc. a annoncé le 17 juillet 2014 que sa filiale, Corpus Christi Liquefaction LLC a conclu un contrat de vente de gaz naturel liquéfié (« LNG SPA ») avec EDF. Les livraisons de gaz à EDF qui devraient débuter entre 2019 et 2020 représentent un volume d'environ 1 Gm³ par an à partir de la mise en service commerciale de la troisième usine du projet de liquéfaction de Corpus Christi. Elles seront précédées de livraisons de 0,5 Gm³ par an entre les mises en service des installations n°2 et n°3. La durée du contrat sera de vingt ans au-delà de la date de la première livraison commerciale de la troisième usine de liquéfaction, avec une option de prolongation de dix ans.

Centrales nucléaires en Belgique

Suite à l'annonce le 25 mars 2014 d'un arrêt anticipé des réacteurs de Doel 3 et Tihange 2 – dont EDF Luminus est copropriétaire avec Electrabel à hauteur de 10,2% – pour réaliser un programme de tests approfondis des cuves des deux réacteurs, Electrabel a annoncé le 13 juin 2014 qu'un deuxième programme d'essais mécaniques et d'expertises métallurgiques est en cours et s'étalera jusqu'à l'automne 2014. Electrabel a également annoncé que, à l'issue de ce programme, un dossier de justification sera introduit auprès de l'Agence Fédérale de Contrôle Nucléaire, à qui il reviendra de statuer sur le redémarrage des deux réacteurs.

Concernant la contribution dite « taxe nucléaire », EDF a pris acte de la décision de la Cour constitutionnelle belge du 17 juillet 2014 rejetant le recours introduit en 2013 par ses filiales EDF Luminus et EDF Belgium contre ladite contribution adoptée par le Parlement pour l'année 2012. Cette décision est en cours d'analyse. Les deux entreprises maintiennent leur recours introduit en juin 2014 contre la taxe nucléaire adoptée par le Parlement pour l'année 2013. Elles ont contribué au total à hauteur de 70 millions d'euros en 2012 et plus de 59 millions d'euros en 2013.

Tarifs Réglementés de Vente d'électricité en France

Par décision du 11 avril 2014, le Conseil d'Etat a annulé partiellement les tarifs réglementés de vente de l'électricité pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 suite à un recours en annulation exercé par l'ANODE (Association Nationale des Opérateurs Détaillants en Energie). Il a en effet jugé que le niveau de la hausse des tarifs « jaune » et « bleu » pour la période, limitée à 2 % par l'arrêté ministériel du 20 juillet 2012, était insuffisant, d'une part pour couvrir les coûts de production d'électricité d'EDF, et d'autre part compte tenu de l'objectif d'assurer la convergence tarifaire voulue par le législateur avec les coûts de fourniture de l'électricité distribuée à un tarif de marché d'ici le 31 décembre 2015. Le Conseil d'Etat a enjoint les ministres concernés de prendre dans les deux mois un nouvel arrêté rétroactif conforme aux principes posés par sa décision. Afin de répondre à cette injonction, un projet d'arrêté a été soumis au Conseil supérieur de l'énergie (CSE) puis transmis pour avis à la CRE en juillet 2014. Ce projet d'arrêté fixe une nouvelle grille tarifaire pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013. Sur ces bases, EDF étudie les modalités pratiques de mise en œuvre du complément de facturation. Le chiffre d'affaires hors taxes correspondant, estimé à environ 850 millions d'euros, sera enregistré dans les comptes d'EDF dès lors que l'arrêté sera publié au Journal officiel.

Par ailleurs, les 19 et 20 juin 2014, le gouvernement a annoncé l'annulation de la hausse de 5% des tarifs réglementés « bleu » prévue par l'arrêté du 26 juillet 2013 pour application au 1^{er} août 2014, puis son report à l'automne 2014 pour une hausse d'une ampleur plus faible que 5%. Un projet d'arrêté prévoyant un tarif « bleu » inchangé au 1^{er} août 2014 a ainsi été soumis pour avis au CSE du 10 juillet 2014.

Le gouvernement a par ailleurs soumis pour avis à la CRE, au CSE et à l'Autorité de la concurrence un projet de décret de réforme du mode de calcul des tarifs réglementés de vente qui vise à mettre en place, sans attendre la date limite du 31 décembre 2015 prévue par la loi, une méthode de construction des tarifs réglementés de vente dite « par empilement ». Le principe d'une telle méthode est déjà acté à l'article L337-6 du Code de l'énergie. Selon ce mode de calcul, le tarif sera fonction de l'addition du prix d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique, du coût du complément à la fourniture d'électricité qui inclut la garantie de capacité, des coûts d'acheminement de l'électricité et des coûts de commercialisation ainsi que d'une rémunération normale.

Enfin, la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale a adopté le 9 juillet la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur les tarifs de l'électricité. La future commission devrait commencer ses travaux lors de la rentrée parlementaire de septembre 2014.

EDF Énergies Nouvelles met en service deux centrales solaires dans l'état du Massachusetts

Poursuivant le déploiement de son activité solaire aux Etats-Unis, EDF Énergies Nouvelles a annoncé le 2 juillet 2014 les mises en service des centrales de Lepomis et de Lancaster par sa filiale locale, EDF Renewable Energy. Elles totalisent une capacité installée de près de 12 MWc. EDF Renewable Services, filiale américaine du groupe EDF Énergies Nouvelles, assure l'exploitation-maintenance de ces deux centrales solaires. Ces projets montrent les ambitions dans l'énergie solaire du groupe EDF Énergies Nouvelles avec 350 MWc de projets développés en Amérique du Nord.

Prix de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique (ARENH)

Le projet de décret précisant la méthode d'évaluation des coûts constitutifs de l'ARENH était à l'ordre du jour du CSE le 19 juin 2014. L'Autorité de la concurrence et la CRE doivent également rendre un avis sur ce projet de décret.

Empreinte carbone : EDF divise par 2 ses émissions de CO₂ en France

Dans sa lutte contre le changement climatique, EDF franchit une étape majeure dans la maîtrise de son empreinte carbone, en divisant par 2 ses émissions de CO₂ en France à horizon 2016. Il s'agit au total d'une réduction de 12 millions de tonnes de CO₂ entre 1990 et 2016, résultat d'une politique industrielle volontaire et constante d'EDF en France et du Groupe à l'international, qui conduit notamment à la modernisation de son parc thermique. Sur la même période, la production d'électricité aura augmenté de 26%.

Commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les coûts de la filière nucléaire

Le 10 juin 2014, la commission d'enquête parlementaire, créée le 11 décembre 2013, relative aux coûts de la filière électronucléaire, a remis son rapport au président de l'Assemblée nationale. Les constats et recommandations issus du rapport permettront de nourrir le débat parlementaire à venir sur le projet de loi relatif à la transition énergétique pour une croissance verte.

EDF Énergies Nouvelles met en service le plus puissant parc éolien de l'ouest du Canada

Poursuivant son développement au Canada, EDF Énergies Nouvelles a annoncé, le 4 juin 2014, la mise en service du parc éolien de Blackspring Ridge. Il est codétenu à 50 % par sa filiale locale, EDF EN Canada, et le groupe Enbridge. D'une capacité installée de 300 MW, ce parc devient le plus puissant de l'ouest du Canada. EDF Énergies Nouvelles poursuit au Canada le développement d'un portefeuille de projets éoliens et solaires d'un total de 1 374 MW de capacité à installer d'ici 2015.

Publication du rapport de la Cour des comptes sur le coût de production de l'électricité nucléaire

Le 27 mai 2014, la Cour des comptes a rendu public un rapport sur le coût de production de l'électricité nucléaire dans le cadre de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les coûts de la filière nucléaire, actualisant le rapport fait par la Cour en janvier 2012. Il traite notamment de l'évolution des coûts d'exploitation du parc entre 2010 et 2013, des investissements prévisionnels sur le parc nucléaire existant, des coûts futurs liés au parc nucléaire et de la problématique de l'accident et de la responsabilité civile nucléaire.

ANNEXES

Application des normes IFRS 10 et 11

Ces normes sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014.

Les principales conséquences de ce changement de méthode comptable sont les suivantes :

- L'application de la norme IFRS 11 conduit à considérer les partenariats du groupe EDF comme des coentreprises et à les consolider par mise en équivalence, à l'exception de quelques entités non significatives qui sont considérées comme des opérations conjointes (consolidation des actifs, passifs, charges et produits relatifs aux intérêts détenus). Les principales sociétés concernées par un passage en mise en équivalence sont Dalkia, CENG, ESTAG, SSE (société cédée le 27 novembre 2013) et certaines filiales d'EDF Énergies Nouvelles et d'Edison.
- La nouvelle définition du contrôle donnée par IFRS 10 ne modifie pas de manière significative le périmètre de consolidation du Groupe.

Ce changement de méthode est comptabilisé de manière rétrospective. Les données comparatives 2013 sont retraitées en conséquence.

Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	36 125	37 552
Achats de combustible et d'énergie	(18 293)	(19 877)
Autres consommations externes	(3 676)	(3 685)
Charges de personnel	(5 644)	(5 677)
Impôts et taxes	(1 833)	(1 760)
Autres produits et charges opérationnels	2 929	2 763
Excédent brut d'exploitation	9 608	9 316
Variations nettes de juste valeur sur instruments dérivés Energie et Matières Premières hors activités de Trading	122	(1)
Dotations aux amortissements	(3 753)	(3 391)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(86)	(126)
(Pertes de valeur) / reprises	(19)	(129)
Autres produits et charges d'exploitation	3	(22)
Résultat d'exploitation	5 875	5 647
Coût de l'endettement financier brut	(1 173)	(1 107)
Effet de l'actualisation	(1 495)	(1 456)
Autres produits et charges financiers	1 381	971
Résultat financier	(1 287)	(1 592)
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	4 588	4 055
Impôts sur les résultats	(1 558)	(1 486)
Quote-part de résultat net des coentreprises et des entreprises associées	209	391
Résultat net consolidé	3 239	2 960
Dont résultat net - part du Groupe	3 117	2 877
Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	122	83
Résultat net part du Groupe par action en euros :		
Résultat par action	1,56	1,56
Résultat dilué par action	1,56	1,56

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

Bilans consolidés

ACTIF

(en millions d'euros)

	30.06.2014	31.12.2013 ⁽¹⁾
Goodwill	9 350	9 081
Autres actifs incorporels	7 892	7 860
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	49 389	48 796
Immobilisations en concessions des autres activités	7 527	7 450
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	65 853	64 561
Participations dans les coentreprises et les entreprises associées	11 218	11 479
Actifs financiers non courants	30 646	29 611
Impôts différés actifs	2 026	2 171
Actif non courant	183 901	181 009
Stocks	14 333	14 204
Clients et comptes rattachés	19 376	21 892
Actifs financiers courants	26 710	17 847
Actifs d'impôts courants	374	554
Autres débiteurs	9 411	9 163
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 115	5 096
Actif courant	74 319	68 756
Actifs détenus en vue de leur vente	1 154	1 154
Total de l'actif	259 374	250 919

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

Bilans consolidés

CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

(en millions d'euros)

	30.06.2014	31.12.2013 ⁽¹⁾
Capital	930	930
Réserves et résultats consolidés	39 213	33 277
Capitaux propres - part du Groupe	40 143	34 207
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	5 139	4 998
Total des capitaux propres	45 282	39 205
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	41 220	40 427
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	1 208	1 182
Provisions pour avantages du personnel	18 442	18 381
Autres provisions	1 442	1 480
Provisions non courantes	62 312	61 470
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	43 913	43 454
Passifs financiers non courants	43 219	41 413
Autres créiteurs non courants	3 705	3 917
Impôts différés passifs	4 661	4 242
Passif non courant	157 810	154 496
Provisions courantes	4 873	4 834
Fournisseurs et comptes rattachés	11 228	14 157
Passifs financiers courants	17 806	14 647
Dettes d'impôts courants	740	1 340
Autres créiteurs courants	21 635	22 240
Passif courant	56 282	57 218
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	-	-
Total des capitaux propres et du passif	259 374	250 919

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2014	S1 2013 ⁽¹⁾
Opérations d'exploitation :		
Résultat avant impôt des sociétés intégrées	4 588	4 055
Pertes de valeur (reprises)	19	129
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	3 914	4 513
Produits et charges financiers	589	777
Dividendes reçus des coentreprises et des entreprises associées	620	327
Plus ou moins-values de cession	(540)	(176)
Variation du besoin en fonds de roulement	(829)	(2 727)
Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation	8 361	6 898
Frais financiers nets décaissés	(859)	(954)
Impôts sur le résultat payés	(1 264)	(965)
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation	6 238	4 979
Opérations d'investissement :		
Investissements / cessions de titres de participation sous déduction de la trésorerie (acquise / cédée)	(8)	179
Investissements incorporels et corporels	(6 249)	(6 483)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	71	65
Variations d'actifs financiers	(7 304)	341
Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement	(13 490)	(5 898)
Opérations de financement :		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle ⁽²⁾	(19)	21
Dividendes versés par EDF	(1 268)	-
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(93)	(184)
Achats / ventes d'actions propres	(8)	8
Flux de trésorerie avec les actionnaires	(1 388)	(155)
Emissions d'emprunts	5 722	1 829
Remboursements d'emprunts	(2 018)	(6 972)
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	3 970	6 125
Rémunérations versées aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée	(223)	-
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	75	74
Subventions d'investissement reçues	97	41
Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement	7 623	1 097
Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement	6 235	942
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 017)	23
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	5 096	5 035
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 017)	23
Incidence des variations de change	30	17
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	10	14
Incidence des autres reclassements	(4)	(26)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4 115	5 063

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

(2) Apport par augmentation ou réduction de capital et acquisitions d'intérêts complémentaires dans des sociétés contrôlées



Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 95,9 % une électricité sans émission de CO₂. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 28,5 millions de clients en France. Le Groupe a réalisé en 2013 un chiffre d'affaires consolidé de 75,6 milliards d'euros dont 46,8% hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

Avertissement

Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans ce communiqué, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de ce communiqué ou de son contenu. Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et d'incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse www.amf-france.org ou celui d'EDF à l'adresse www.edf.com. EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieurs à la date de ce communiqué.

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

EDF

22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris cedex 08

SA au capital de 930 004 234 euros - 552 081 317 R.C.S. Paris

www.edf.fr

CONTACTS

Presse

Carole Trivi : +33(1) 40 42 44 19

Analystes et investisseurs

Carne de Boissezon & Kader Hidra : +33(1) 40 42 45 53